

Les dates-clés de l'histoire récente de Madagascar

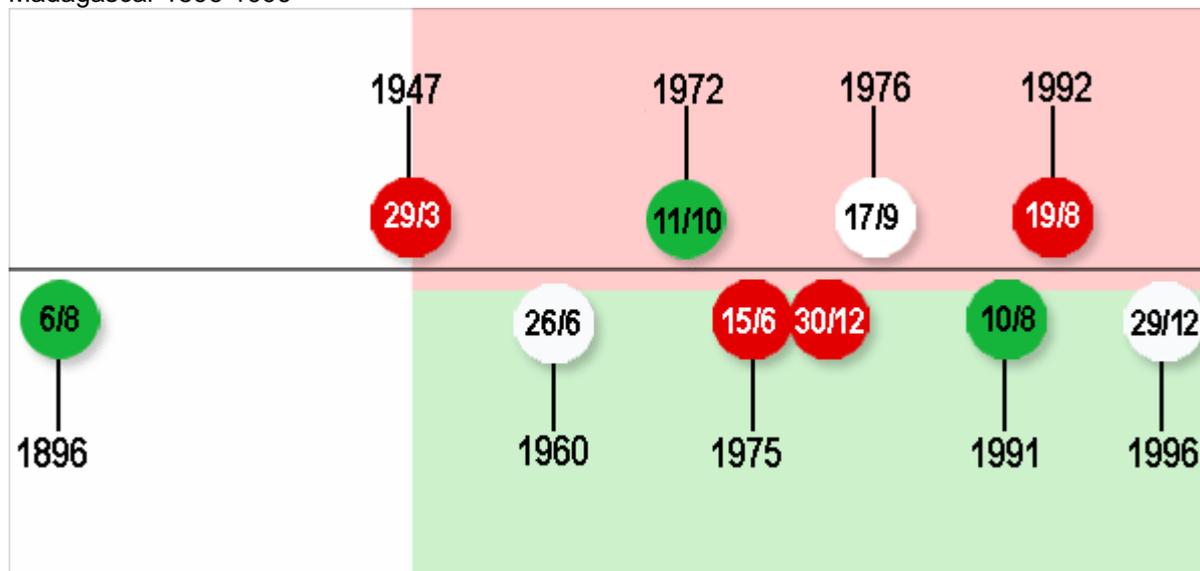
RFI – 25/06/10

Madagascar est une île où l'on se déchire: les rois et reines des temps malgaches, les puissances coloniales et aujourd'hui, les présidents. Une économie soumise aux investisseurs étrangers et dont le développement reste mis à mal par les forces de la nature: les cyclones.



Philibert Tsiranana, le 12 avril 1960, revient de Paris où il a signé un accord avec la France pour l'accèsion à l'indépendance de Madagascar qui sera effective le 26 juin 1960.
AFP

Madagascar 1896-1996



6 août 1896 : Madagascar est déclarée unilatéralement par l'Assemblée nationale «*colonie française avec les îles en dépendant*». Depuis 1883, les Français tentent d'imposer un protectorat à la reine Ranalavano III. En 1885, ils réussissent à prendre en charge les relations extérieures du royaume de Madagascar. Le protectorat est reconnu par les Anglais en 1890 mais est rejeté par les Malgaches. Les troupes françaises occupent le centre du pays. En janvier 1896, la France fait signer à la reine Ranalavano III, la cession de Madagascar. Des révoltes éclatent dans l'île. Les insurgés infligent de lourdes pertes à l'armée française. Le [général Gallieni](#) débarque en août 1896 et conduit la «pacification» de l'île (100 000 morts). Il fait office de

gouverneur jusqu'en 1905. Le 28 février 1897, la reine est arrêtée, exilée à l'île de La Réunion puis en Algérie. Le lendemain de son départ, la monarchie [merina](#) est abolie par le pouvoir colonial.

29 mars 1947 : [L'insurrection éclate dans la Grande Ile](#). Depuis 1913, des mouvements nationalistes ont pris forme. La colère gronde contre la francisation de l'enseignement et le statut de l'indigénat. Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'administration coloniale demeure fidèle au gouvernement de Vichy. En 1942, les Britanniques débarquent à Diego-Suarez et occupent l'île puis la remettent à la France libre sur l'insistance du général de Gaulle. En 1946, avec la loi-cadre Defferre, Madagascar devient un Territoire d'Outre-mer. Mais les nationalistes en veulent plus. La répression de la révolte est effroyable: entre 90 000 et 100 000 morts, sans compter les victimes des maladies contractées dans les camps de regroupement. Le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (nationaliste), qui avait remporté les premières élections générales en janvier est dissous et ses dirigeants arrêtés.

26 juin 1960 : L'indépendance est proclamée. Philibert Tsiranana est président depuis le 1er mai, date à laquelle il a été élu par l'Assemblée malgache. Philippe Tsiranana a un parcours très particulier. Issu d'un milieu de notables ruraux, il a fait des études d'instituteur en France avant de rentrer au pays. Ephémère communiste aux débuts de sa carrière politique, il milite au Parti des déshérités de Madagascar et au sein de multiples associations et syndicats avant de fonder le parti social-démocrate en 1956. Francophile, il milite pour l'union avec la Communauté française. Madagascar répond "oui" au référendum du 28 septembre 1958. Son premier geste, après l'indépendance, est de ramener au pays trois députés bannis en 1947, dont deux d'entre eux rejoindront son gouvernement.



25/06/2010 - Anniversaire des indépendances africaines
[1972 : l'autre indépendance malgache](#)

11 octobre 1972: Philibert Tsiranana démissionne. Dès le début de son mandat, le président s'est lancé dans une série de réformes administratives et applique un plan de développement économique de la Grande Ile. Il se veut socialiste et humaniste et pratique paradoxalement, un anti-communisme primaire. Il restreint soigneusement les activités de l'opposition politique. Les Français sont très présents, à la fois militairement, avec la base de Diego-Suarez, économiquement -Madagascar fait partie de la zone franc-administrativement et culturellement, ce que dénoncent ses opposants. À partir de 1966, Philibert Tsiranana, malade, s'absente du pouvoir, mais ses retours successifs sont chaque fois un tour de vis à la démocratie. Réélu en janvier 1972 (avec 99,72% des voix), le président est rapidement aux prises avec un mouvement de grève des étudiants qui s'étend aux grandes villes de l'île. La répression entraîne des manifestations réprimées dans le sang. Le 13 mai 1972, Philibert Tsiranana remet les pleins pouvoirs au général Ramanantsoa. Une décision entérinée par référendum le 8 octobre.

15 juin 1975 : Le capitaine de frégate Didier Ratsiraka est désigné à la tête du Conseil suprême de la révolution et chef de l'État par un directoire militaire. Sa nomination intervient après l'assassinat en février du général Ratsimandrava, qui venait de succéder au général Ramanantsoa. La loi martiale est proclamée.

30 décembre 1975 : Les Malgaches approuvent par référendum la constitution de la IIe République, instituant la république démocratique de Madagascar. Le nouveau régime s'affirme résolument marxiste et établit des relations privilégiées avec l'Union soviétique, prenant résolument ses distances à l'égard de la France.

17 septembre 1976 : La capitale Tananarive est rebaptisée Antananarivo. C'est l'imposition du français dans l'enseignement, l'alignement des examens malgaches par rapport à la métropole (le malgache est une épreuve de seconde langue étrangère au baccalauréat) qui a contribué à échauffer les esprits et provoqué les manifestations des étudiants en 1972. Le nouveau pouvoir veut satisfaire cette revendication et impose le malgache comme langue d'enseignement. Problème : il y a plusieurs langues malgaches et c'est celle des Hauts-plateaux, celle des [mérine](#), qui est choisie. [Didier Ratsiraka](#) revient à l'enseignement en français dans sa période de réorientation politique, en 1985.

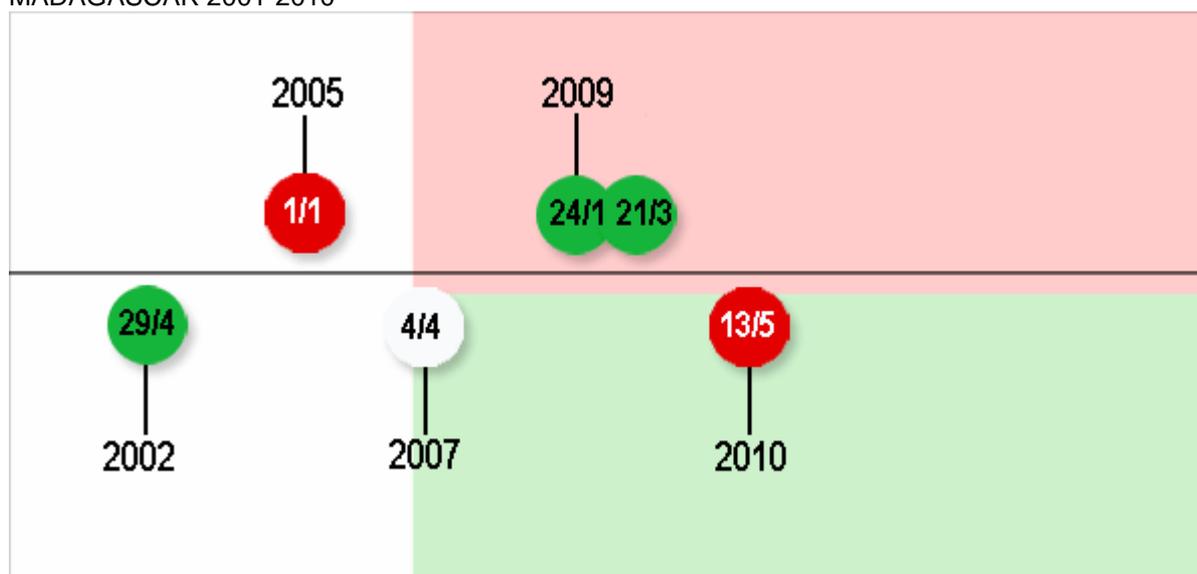
10 août 1991 : La [marche de la Liberté](#), organisée par les Forces Vives, un collectif de plusieurs organisations de l'opposition, est réprimée par les forces de l'ordre. Bilan : 138 morts et des centaines de blessés.

Les églises catholiques et protestantes très influentes, ont très tôt dénoncé les dérives du régime de Didier Ratsiraka. Economiquement, l'île connaît à la fin des années 80 une crise sans précédent (le niveau de vie a diminué de 40%). Le pouvoir met en place les potions amères des institutions internationales. En 1987, des émeutes sociales éclatent. Le gouvernement est obligé de lâcher du lest : avec l'effondrement général du bloc socialiste, le multipartisme est de retour. En juillet 1991, un mot d'ordre de grève générale est lancé par l'opposition pour obtenir la réunion d'une conférence nationale. Ils réclament l'abrogation de la Constitution de 1975. Le gouvernement accepte mais trop tard. Les Forces Vives occupent les ministères. L'état d'urgence est décrété. Le 10 août, 400 000 manifestants marchent sur la résidence présidentielle. Le 31 octobre, un compromis sera trouvé avec le gouvernement de Didier Ratsiraka sur la gestion d'une période de transition.

19 août 1992 : Adoption par référendum de la Constitution de la IVe république malgache. La rupture est définitive avec le socialisme. Le 10 février 1993, Albert Zafy, candidat des Forces Vives, remporte l'élection présidentielle avec 66,7% des suffrages. Didier Ratsiraka qui était également candidat, obtient 33,26%.

29 décembre 1996 : Didier Ratsiraka est élu président avec 50,71% des votes. Trois mois plus tôt, Albert Zafy a été destitué de ses fonctions. Dès le début de son mandat, le président Albert Zafy ne s'entend pas avec Francisque Ravony, le Premier ministre élu par l'Assemblée. Il obtient une réforme de la procédure de désignation en septembre 1995: désormais le Premier ministre est choisi par le président. Albert Zafy nomme Emmanuel Rakotovahiny. Mais les rapports avec le Parlement ne s'améliorent pas et pour marquer son mécontentement censure le gouvernement d'Emmanuel Rakotovahiny, ce qui conduit à la destitution d'Albert Zafy.

MADAGASCAR 2001-2010



© RFI

29 avril 2002 : La Haute Cour constitutionnelle proclame [Marc Ravalomanana président](#) élu avec 51,4% des voix, contre 35,9% à Didier Ratsiraka, au premier tour de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001. Les résultats avaient été contestés par Didier Ratsiraka qui prétendait avoir obtenu 40,61% des suffrages au premier tour contre 46,44% en faveur de Marc Ravalomanana. Ce qui obligeait à organiser un second tour. Appelée à trancher, la Haute Cour constitutionnelle (HCC), surnommée «Habitée à Changer les Chiffres» tarde à se décider. Les Malgaches descendent dans la rue pour soutenir Marc Ravalomanana, un self made man, homme d'affaires, maire populaire de Antananarivo qui bénéficie du soutien des églises. [Marc Ravalomanana s'auto-proclame président](#) en février 2002 et nomme un gouvernement le 4 mars. La [confusion règne](#). Les deux «présidents» se retrouvent à Dakar en avril et trouvent un [compromis, à l'arraché](#). [Didier Ratsiraka quitte le pays](#). Les États-Unis et la France reconnaissent la présidence de Marc Ravalomanana, respectivement le 26 juin et le [3 juillet](#) soit un mois après l'investiture officielle. Marc Ravalomanana sera réélu en 2006.

1er janvier 2005 : L'ariary devient la seule unité monétaire en vigueur. L'ariary était la monnaie en usage aux temps des royaumes malgaches. Bien que le franc français ait été imposé en 1896 par les Français, l'ariary n'a jamais disparu des échanges commerciaux à Madagascar. La mention a figuré sur les pièces et les billets du franc malgache (1960). Dès août 2003, le gouvernement introduit la nouvelle monnaie, présentée comme «outil d'assainissement économique» et marque d'indépendance nationale par Marc Ravalomanana. 2 753 ariary = 1 euro. 1kg riz blanc = 1 400 ariary.

4 avril 2007 : [Référendum sur une réforme constitutionnelle](#) qui renforce les pouvoirs présidentiels, réorganise les régions, affirme la laïcité de l'État et introduit l'anglais comme 3e langue officielle de Madagascar.

24 janvier 2009 : Le maire de Antananarivo, [Andry Rajoelina](#), élu en décembre 2008, lance un appel à la grève générale contre la «dictature» de Marc Ravalomanana. Les manifestants se rassemblent et la situation dégénère dans la capitale. Bilan de [deux jours d'émeutes](#): au moins 80 morts. On reproche à Marc Ravalomanana ses dérives autoritaires et d'avoir confondu ses affaires privées avec celle de l'État. La lutte entre Andry Rajoelina et le président, a un air de déjà-vu. Le maire demande la destitution du chef de l'État qui le démet le lendemain de ses fonctions de maire de Antananarivo. La garde présidentielle tire sur les partisans d'Andry Rajoelina. [L'armée se mutine](#) et demande l'ouverture de négociations pour une sortie de crise. Le président Ravalomanana remet ses pouvoirs à un directoire militaire le 17 mars et s'exile en Afrique du Sud.

21 mars 2009 : [Andry Rajoelina devient président de la Haute autorité de transition](#). Les arrestations se succèdent à Madagascar confirmant la prise de pouvoir «militaire». Didier Ratsiraka revendique la présidence de la Haute autorité et Marc Ravalomanana annonce son retour. L'Union africaine puis [la Communauté de développement de l'Afrique australe \(SADC\)](#) exclut Madagascar. Une série de rencontres entre Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana, Albert Zafy et Didier Ratsiraka à [Maputo](#) (août) et à [Addis Abeba](#) aboutit à un accord de partage du pouvoir, mais celui-ci est dénoncé en décembre 2009 par Andry Rajoelina. Le 17 mars 2010, l'Union africaine décide de sanctions à l'égard de Madagascar. Une nouvelle série de rencontres à [Pretoria en avril](#) ne donne aucun résultat.

13 mai 2010 : [Andry Rajoelina annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle de novembre](#). Une décision accueillie avec suspicion par l'opposition malgache. Un référendum sur une réforme constitutionnelle est prévu pour le 12 août.

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20100625-dates-cles-histoire-recente-madagascar>